

LA PLUS FORTE VENTE DE LA RÉGION

LILLE, 106, Rue de Paris
PARIS, 43, Bd. Haussmann

JOURNAL D'INFORMATION

L'Égalité

de Roubaix — Tourcoing

BUREAU: Téléphone 351-17
46, rue de la Gare, 45

TOURCOING Téléphone 9-85
3, rue Fidele Lohoucq

DIRECTRICE: M^{me} Eug. GUILLAUME.

LA CRISE MINISTÉRIELLE

M. Camille Chautemps chargé de former le Cabinet a commencé ses consultations

Il espère constituer aujourd'hui un gouvernement d'apaisement, d'ordre, de travail et de discipline dans les limites de la majorité du Front Populaire

Le Conseil National du Parti Socialiste se réunit ce matin pour fixer son attitude en ce qui concerne la participation de ses représentants au Gouvernement

M. LEON BLUM A ÉTÉ ENTENDU PAR LE GROUPE SOCIALISTE ET IL A INVITÉ CELUI-CI À ACCORDER SA CONFIANCE À M. CHAUTEMPS



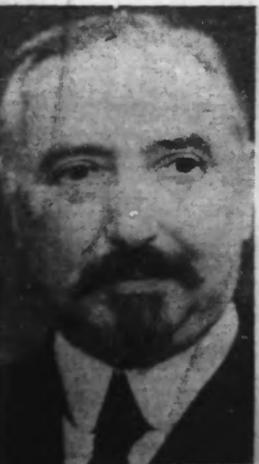
M. CAMPINCHI



M. Jacques DUCLOS



M. GITTON



M. VALIÈRE

(DE NOTRE REDACTION PARISIENNE)

Après douze mois et seize jours d'existence, le Ministère Léon Blum, le 10¹ de la III^e République et le premier de la 16^e législature remet sa démission hier matin à 3 heures au Président de la République. Une nouvelle crise ministérielle était ouverte et dès le début de la matinée les consultations rituelles commencent.

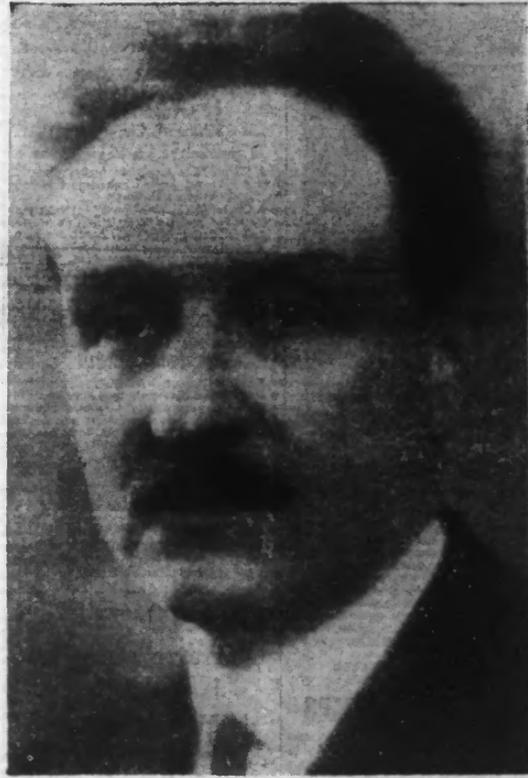
Dès 7 heures, M. Camille Chautemps pénètre dans la cour de l'Élysée. Il en ressortait trente minutes après et il se confirmait aussitôt que l'ancien Président du Conseil, répondant à l'appel du Chef de l'État, acceptait en principe la tâche de former le nouveau Cabinet.

Ce fut une journée d'émotions particulières durant laquelle les bruits les plus divers circulaient. Dans les couloirs de la Chambre particulièrement animés, un très grand nombre de parlementaires étaient d'accord pour déclarer que dans les circonstances présentes il serait souhaitable de voir M. Léon Blum succéder à M. Camille Chautemps et l'on rapportait son œuvre patiente et courageuse dans l'amélioration sociale du pays, œuvre qui, après une pause nécessaire, ne pouvait être menée à bien que par un Gouvernement de Front Populaire et d'une façon générale l'on se montrait plutôt sévère à l'égard de l'attitude intransigente du Sénat.

Comment se présentait en fin de journée la situation. Nous avons interrogé de nombreux parlementaires aux nuances diverses. Nous avons pu constater une quasi unanimité sur un point. Le premier problème à résoudre par le futur Chef du Gouvernement est celui de la majorité, problème délicat. Un bon nombre de radicaux proposaient un cabinet radical homogène qui se présenterait devant les Chambres avec un programme purement radical et qui chercherait sur cette base une majorité.

Cette hypothèse impliquait la fidélité à la majorité du Front Populaire sortie intacte des récents débats. Cette solution avait-elle la sympathie des socialistes ? Il serait puéril de l'affirmer. Pour cette raison, certains membres de la majorité ne cachent pas les difficultés qui attendent le futur Président du Conseil. D'un côté, en effet, quelques socialistes ont l'intention de subordonner la collaboration du parti à un Cabinet, quel qu'il soit, à la participation des communistes afin que ces derniers, prenant part aux difficultés du pouvoir, encouragent d'une façon plus efficace dans le pays l'action gouvernementale.

D'autre part, les radicaux socialistes approuvent, et des membres de l'Union socialiste affirment, qu'ils considèrent l'entrée des communistes dans un Cabinet comme risquant d'avoir de graves répercussions sur la situation financière aussi bien qu'internationale.



M. CAMILLE CHAUTEMPS.

Dès la fin de la matinée, on estimait donc qu'il serait difficile de concilier ces deux tendances.

Enfin, plusieurs députés communistes ne cachent pas leur mécontentement de ce que le Gouvernement n'ait pas persisté jusqu'au bout au Sénat.

Aussi bien, la journée d'hier n'a pu donner les éléments nécessaires et suffisants pour se prononcer sur les chances de M. Camille Chautemps pour réussir dans la mission que lui a confiée le Président de la République.

Par ailleurs, cette décision a son poids.

du futur Cabinet, M. Camille Chautemps aurait pour collaborateurs : M. Yvon Delbos qui garderait le portefeuille de la Guerre. On nommait : MM. Albert Sarraut, Israël, Campinchi, William Bertrand, tous radicaux-socialistes. On n'indiquait aucune personnalité socialiste. Par contre, on parlait un moment de la participation possible de M. Jacques Duclos, communiste, et vice-président de la Chambre.

Ajoutons que vers 22 h., à la Chambre, on se demandait si M. Camille Chautemps réussissait dans sa tentative. On allait même jusqu'à affirmer qu'il n'était pas impossible, au cas où le sénateur de Loir-et-Cher n'aboutirait pas, son M. Albert Sarraut fit appel à M. Léon Blum.

La remise de la démission du Cabinet Blum

Paris, 21. — Le cabinet Léon Blum a démissionné à 2 h. 35. Il a été reçu à l'Élysée à 3 heures. M. Albert Lebrun l'a prié d'assurer l'expédition des affaires courantes. Les membres du gouvernement ont quitté l'Élysée à 3 h. 15. Seul, M. Camille Chautemps est resté à converser avec M. Albert Lebrun.

Le président de la République a procédé aussitôt aux consultations d'usage qui ont duré plus de deux heures. Commencées à 3 heures, elles ont été interrompues à 5 h. 15 pour permettre au chef de l'État de prendre quelque repos. Après s'être entretenu avec le président du Conseil démissionnaire, M. Albert Lebrun a reçu successivement les présidents des deux assemblées, puis il a conféré pendant plus d'une heure avec M. Camille Chautemps.

En quittant l'Élysée, l'ancien président du Conseil s'est refusé toute déclaration, insistant seulement sur le fait qu'il avait été appelé à l'Élysée simplement à titre consultatif.

La nécessité de résoudre la crise ministérielle ne permettra pas au chef de l'État de se rendre à Nîmes comme il l'avait envisagé pour assister aux funérailles nationales de M. Gaston Doumergue.

M. LÉON BLUM LANCE UN APPEL AU CALME

Paris, 21. — M. Léon Blum a fait à la presse, après avoir annoncé la démission du Cabinet, la déclaration suivante : « La Commission Administrative de la C.F.T. tient, elle aussi, à donner son avis et l'on attendrait qu'elle tiendrait aujourd'hui un important meeting. »

« A l'issue de la première journée de cette crise ministérielle, était-il possible de faire des pronostics ? Non. Contentons-nous d'enregistrer quelques noms prononcés au sujet de la composition

« Nous adressons à tous ceux qui, dans le pays, se sont groupés au sein du rassemblement populaire, le plus instant appel pour qu'ils conservent la plénitude de leur calme et de leur sang-froid. »

« Il faut absolument que le transfert des pouvoirs s'accomplisse tranquillement et paisiblement selon la légalité républicaine. L'intérêt du pays l'exige. Nous demandons à tous nos amis de la France entière, de nous entendre et de nous donner cette nouvelle preuve de confiance. »

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

A L'EXPOSITION DES ARTS ET TECHNIQUES

Le Pavillon de la Syrie et du Levant a été inauguré hier

Paris, 21. — L'inauguration du Pavillon de Syrie et du Levant a eu lieu cet après-midi, à 17 h., en présence de M. Emile Edde, président de la République Libanaise, et sous la présidence de M. Pierre Véniot, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères et de M. Martel, ambassadeur de France, Haut Commissaire en Syrie.

Des discours sont prononcés par MM. Véniot et de Martel, puis M. Edde, prononce la phrase rituelle et déclare ouvert le pavillon de la Syrie et du Levant à l'Exposition Arts et Techniques 1937.

LE TERRIBLE ACCIDENT D'AUTO DE MAUBEUGE

CE SONT SIX PERSONNES QUI FURENT RENVERSÉES SUR LE TROTTOIR

L'ÉTAT DES BLESSÉS S'EST AMÉLIORÉ QUELQUE PEU

L'émotion soulevée à Maubeuge par le terrible accident, qui, dimanche après-midi, rue de Mons, fit six victimes, dont l'une, une mignonne fillette de trois ans, est morte, est loin d'être calmée et, dans la journée d'hier, à la lecture des journaux, l'affaire a suscité bien des commentaires.

La plus vive pitié a été réveillée vis-à-vis de la famille Lafont, déjà si éprouvée. Il y a vraiment des gens qui paraissent marqués pour le malheur.

Les époux Lafont étaient, l'an dernier,



Le Parquet assistant à la reconstitution de l'accident.

dans une profonde misère. Ils n'avaient pour se loger, eux et leurs huit enfants, qu'une vieille roulotte de 2 mètres sur 3 m. 50, stationnée dans le terrain de la porte des Follies, exposée à tous les vents d'hiver.

Six personnes devaient vivre dans ce taudis invraisemblablement exigü. Le père était miné par la tuberculose et incapable de travailler ; huit petits partageaient ce taudis mais dangereux voisinage.

En octobre 1936, le père mourut. La municipalité, les œuvres d'assistance, la Société de secours à l'enfance malheureuse s'occupèrent d'adoucir le sort de la veuve et de ses huit gosses, dont l'aînée avait 12 ans et la plus jeune, quelques semaines. On leur trouva un logis, point luxueux mais cent fois préférable à la roulotte. Puis ce fut un nouveau malheur. La dernière née, la petite Marcelle, mourut. Depuis quelques mois, la mère travaillait, les enfants allaient à l'école ; une amélioration réelle était survenue dans leur sort. Et voilà la fatalité. L'autrui qui fauche toute la petite nichée, la mère à l'hôpital avec de graves blessures qui, en mettant les choses au mieux, vont l'immobiliser pour longtemps, deux enfants blessés et une petite fille morte. Quelle destinée !

Mme Lafont n'avait avec elle que six enfants ; le septième, Charles, un gamin de 11 ans, est à Dole, chez sa tante. Et ces six enfants, Marie-Éleonore, 13 ans, Julien, 10 ans, Ginette, 8 ans, Christine, 6 ans, Robert, 4 ans, et Violette, 3 ans, accompagnèrent, dimanche après-midi, leur maman, dans la promenade.

C'est dans ce groupe que, dans les circonstances indiquées par nous hier, fut la victime de l'attelage de l'ambassade. Trois des sept personnes furent éparpillées, mais l'auto en coucha quatre sur le trottoir ; la mère, la petite Violette et celle-ci pour toujours, Éleonore

LE PRÉSIDENT de l'Internationale Ouvrière et Socialiste a donné sa démission

(DE NOTRE REDACTION BELGE)

M. Louis Debroeckère, ancien égaré belge, a donné sa démission de Président de l'Internationale Ouvrière et Socialiste.

Dans un interview qu'il a accordé à Genève où il se trouve actuellement comme délégué du Gouvernement belge au Bureau International du Travail, M. Debroeckère déclare que son échange de lettres avec M. Dimitroff, président de l'Internationale communiste, n'est pour rien dans sa décision. Il déclare aussi qu'il regrette que les opinions publiées en France et en Angleterre ne soulignent pas suffisamment les efforts de paix de leurs Gouvernements. De plus, M. Debroeckère déclare qu'il est en désaccord avec certains membres du comité exécutif. Nous croyons savoir que ce sont les délégués anglais, hollandais et scandinaves qui sont en désaccord avec l'ex-président de l'Internationale sur la politique de rapprochement avec le parti communiste.

Le Monument d'Albert Thomas à Genève



Ainsi que nous l'avons annoncé, un monument à la mémoire d'Albert THOMAS, 1^{er} Président du Bureau International du Travail, a été inauguré à Genève. Notre photo montre M. Paul FAURE, Ministre d'État, prononçant son discours, pendant la cérémonie.



M. LEON BLUM LISANT LA DÉCLARATION ANNONÇANT SA DÉMISSION.